



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
28 mars 2001

Français
Original: Espagnol

Commission des stupéfiants

Quarante-quatrième session

Vienne, 20-29 mars 2001

Point 6 de l'ordre du jour

Trafic et offre illicites de drogues

Allemagne, Angola, Argentine, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, Équateur, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Guatemala, Inde, Iran (République islamique d'), Liban, Maroc, Namibie, Nigéria, Pakistan, Pérou, Slovaquie, Soudan, Thaïlande, Ukraine et Venezuela: projet de résolution révisé

La Commission des stupéfiants recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

Aide internationale en faveur des États les plus touchés par le transit de drogues

Le Conseil économique et social,

Ayant à l'esprit la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988¹,

Rappelant la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue², la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues³ et le Plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues⁴,

¹ Documents officiels de la Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, Vienne, 25 novembre-20 décembre 1988, vol. I (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.94.XI.5).

² Résolution S-20/2, annexe.

³ Résolution S-20/3, annexe.

⁴ Résolution 54/132, annexe.

Tenant compte du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2000⁵,

Considérant que la lutte contre le problème mondial de la drogue est une responsabilité partagée qui exige une action concertée et équilibrée conforme aux instruments multilatéraux pertinents en vigueur au niveau international,

Notant avec une vive préoccupation que le trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de substances inscrites au Tableau I et au Tableau II de la Convention de 1988 se poursuit,

Conscient que, pour lutter efficacement contre le trafic de drogues, il est indispensable d'appliquer des mesures appropriées à l'encontre du transit de drogues,

Soulignant la détermination et la résolution inébranlables à résoudre le problème mondial de la drogue grâce à des stratégies nationales et internationales visant à réduire à la fois l'offre et la demande de drogues illicites,

Reconnaissant qu'il convient d'aider les États qui sont les plus touchés par le transit de drogues et qui sont disposés à exécuter des plans pour mettre un terme à ce transit,

Soulignant qu'il faut engager une action commune pour que la coopération et la solidarité internationales ne soient pas un vœu pieux,

1. *Demande* au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues d'accorder sur la base des contributions volontaires disponibles à cette fin, une aide technique aux États qui sont les plus touchés par le transit de drogues et en particulier aux pays en développement qui ont besoin d'une telle aide et d'un tel soutien;

2. *Exhorte* les institutions financières internationales, ainsi que d'autres donateurs potentiels, à fournir l'aide financière nécessaire à ces États de transit pour leur permettre d'intensifier leur lutte contre le trafic illicite de drogues;

3. *Prie* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues d'établir un rapport sur l'application de la présente résolution et de le présenter à la Commission des stupéfiants à sa quarante-cinquième session.

⁵ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.01.XI.1.